agenzia fides
Fondata nel 1927
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org

AFRIQUE/ZAMBIE - « Bons rapports avec le gouvernement mais davantage d'attention envers les plus faibles » écrivent les Evêques

Lusaka (Agence Fides) – Les Evêques de Zambie se déclarent contraires au rapatriement forcé des réfugiés rwandais qui vivent dans le pays et condamnent les cas d'abus contre les enfants. C'est ce qui ressort d'une Lettre pastorale complexe, parvenue à l'Agence Fides, au travers de laquelle la Conférence épiscopale de Zambie fait le point de la situation du pays et des rapports entre l'Etat et l'Eglise.
Les Evêques remarquent que « jusqu'à présent, nos relations avec le nouveau gouvernement sont cordiales. Nous voudrions réaffirmer ce que nous avons toujours dit aux gouvernants précédents. Notre voix prophétique sur les questions nationales est motivée par notre obligation divine et par le désir de voir le gouvernement œuvrer en faveur du bien du pays et remporter des succès ».
Les Evêques expriment leur appréciation en ce qui concerne l'action du gouvernement en matière de lutte contre la corruption mais demandent cependant un effort plus important notamment pour éviter le phénomène du népotisme dans la nomination des dirigeants publics.
A propos de la question des réfugiés rwandais, les Evêques affirment : « Depuis l'indépendance, la Zambie a toujours été un oasis de paix au milieu d'une région en conflit. Par conséquent, la Zambie est devenue un refuge pour les réfugiés. Nous sommes donc fortement troublés par les plaintes des réfugiés, spécialement de ceux qui proviennent du Rwanda, selon qui le Ministère de l'Intérieur, en accord avec le Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (UNHCR) voire même avec le gouvernement rwandais, chercherait actuellement à rapatrier de force les réfugiés rwandais ».
Parmi les problèmes sociaux du pays, les Evêques signalent l'augmentation des violences sur les femmes et des abus sur les enfants, qualifiés « d'actes indécents et inhumains ». Particulièrement grave demeure la diffusion du SIDA et de son virus, qui « dévaste les familles et constitue l'une des principales menaces pour notre survie tant comme nation que comme continent ».
Au plan économique, les Evêques demandent une meilleure distribution de la richesse dérivant de l'exploitation des ressources minières du pays, où les protestations sociales sont fréquentes. « Nous sommes conscients du fait que les grèves fréquentes et les désordres industriels du pays constituent des symptômes d'insatisfaction et d'injustice dans les rapports de travail » affirme la Conférence épiscopale. « Il faut bloquer la tendance, lancée au début des années 90 avec la libéralisation des syndicats, qui a porté à des conséquences involontaires comme celle d'affaiblir les organisations de travailleurs ». (L.M.) (Agence Fides 30/01/2012)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it